

Le Figaro: Alstom GE, le vaste chantier



L'opération, qui concerne une vingtaine de pays et plus de 100.000 salariés, doit être close mi-2015.

Belledonne, Chartreuse, Oisans... S'il ignorait les noms des massifs qui entourent Grenoble, Steve Bolz les connaît désormais, depuis qu'il a arpenté, mardi, les locaux du centre de recherche d'[Alstom](#) dans l'hydroélectricité. Le président de la division énergie de [General Electric](#) (GE), qui avait été au cœur des négociations avec l'État pour le rachat d'Alstom, visitait pour la première fois ce site où sont construites des turbines équipant les barrages. Il était accompagné d'Anne McEntee, PDG des énergies renouvelables de GE et, surtout, de Mark Hutchinson, chargé de piloter le chantier complexe de l'intégration. Ce Britannique a été choisi pour sa connaissance des différents métiers et marchés de GE. Et il connaît la France: il a travaillé à Paris lorsqu'il était dans la division immobilière.

Comme [Jérôme Péresse](#), son homologue chez Alstom, il supervise les groupes de travail mixtes Alstom - GE, dédiés chacun à un thème (fonctions support, gammes de produits...), auxquels participent seulement une soixantaine de personnes. Car la plus grande confidentialité est de mise, les deux industriels ne pouvant échanger que certaines informations tant qu'ils restent en concurrence.

Justement, pendant son tour de France cette semaine, qui l'a aussi conduit à l'usine d'éoliennes d'Alstom à Saint-Nazaire, Steve Bolz a fait étape dans le Nord, jeudi, le temps d'un déjeuner avec les responsables d'EDF. Un client important chez qui GE installe dans la centrale de Bouchain sa première turbine nouvelle génération sortie de son usine de Belfort. «Avec Alstom, nous aurons une gamme bien plus complète et diversifiée qui nous permettra d'être encore plus proches de nos clients», confie au *Figaro* Vic Abate, PDG de GE Power Generation Products, lors de sa visite du chantier. Le matin même, Steve Bolz et Patrick Kron assistaient au comité de pilotage mensuel, où les groupes de travail font le point sur le rapprochement.

Craintes pour le transport

Les deux entreprises ont fixé un calendrier serré. Selon une source proche du dossier, GE espère que l'État donnera son aval à cet investissement étranger d'ici la fin du mois. «L'État ayant participé aux négociations, il n'y a pas de raison qu'il ne donne pas son accord rapidement.», précise une autre source. Patrick Kron pourrait ainsi annoncer l'accord de l'État le 5 novembre lors de la présentation des résultats semestriels. Jeff Immelt, de son côté, pourra mettre ce succès en avant lors de sa participation à Paris début décembre à un colloque sur l'attractivité de la France.

D'ici là, Alstom doit obtenir un avis des syndicats réunis en Forum européen le 28 octobre, puis des différents comités d'entreprise, conseillés par les cabinets Secafi pour la France et l'allemand InfoInstitut pour les autres pays européens. «Nous sommes très embêtés pour donner notre avis car nous avons aucune idée des conséquences sociales notamment tant que les négociations sur les services partagés, par exemple, ne sont pas terminées», explique Didier Lesou, délégué CFE-CGC, premier syndicat d'Alstom. Il a fait part à Bruno Guillemet, DRH d'Alstom, de son embarras. «L'expert nous a dit que nous ne pourrions avoir une vision détaillée branche par branche, site par site, qu'en décembre 2015...», ajoute Philippe Pillot, représentant au Forum européen de FO Alstom Transport. Il ne faut surtout pas oublier les conséquences pour ce qui restera d'Alstom, déjà mal en point. Si nous n'avons pas d'actionnaire de référence et peu d'argent, nous aurons du mal à résister à une OPA», insiste-t-il. En effet, l'usage qu'Alstom fera des 12,35 milliards d'euros qu'il recevra de GE, reste à définir. Une part servira à l'achat de l'activité signalisation de GE et la constitution des trois coentreprises, une autre au remboursement de la dette et, enfin, au versement d'un dividende exceptionnel.

Les syndicats se sentent un peu seuls, notamment depuis le changement de ministre. «Obtenir un rendez-vous et des réponses avec Arnaud Montebourg ou un de ses collaborateurs était beaucoup plus facile qu'avec [Emmanuel Macron](#). Boris Vallaud, son directeur de cabinet, était même plutôt proactif», raconte Jean-Yves Hemery, secrétaire général de la fédération CFE-CGC de la métallurgie. Les syndicats regrettent toutefois de n'avoir jamais obtenu copies de l'accord conclu entre Alstom, GE et l'État ni du rapport Roland Berger sur l'état de groupe français comme l'avait promis [Arnaud Montebourg](#).

Les avocats d'Alstom et de GE commencent aussi à constituer les dossiers pour les différentes autorités de concurrence. Vingt-sept pays sont concernés. Quant aux 100.000 salariés d'Alstom et GE, «ils sont inquiets car ils savent qu'ils ne seront pas à l'abri d'ajustements d'effectifs», signale Philippe Pillot. General Electric a promis 1,2 milliard de dollars de synergies après l'intégration d'Alstom. Paradoxalement, la promesse de GE de créer mille emplois en France apparaît comme une menace pour les salariés des autres pays. Cette promesse a déjà conduit le conglomérat américain à abandonner - ou suspendre selon les syndicats - des plans sociaux à Belfort et à Buc, chez GE Healthcare. Car l'objectif de Jeff Immelt reste d'«améliorer les marges en réduisant les coûts par la productivité, la simplification et la restructuration».